

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Mai 2024

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Au premier trimestre 2024, les abattages de volailles sont en forte croissance (+ 22,1 %) en lien avec la reprise marquée des abattages de canards ainsi que la forte croissance des abattages de poulets.
- La consommation par bilan de viande de volaille est toujours très dynamique (+ 11,6 %) avec une hausse portée par l'ensemble des espèces. La reprise de la production de canards s'est accompagnée d'une forte hausse de la consommation (+ 71,1 %) tandis que la consommation de poulet a poursuivi sa forte croissance (+ 7,5 %). Selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats des ménages de viandes fraîches et élaborées de volailles ont augmenté (+ 6,9 %) alors que les prix moyens ont poursuivi leur repli (- 2,6 %).
- Les exportations françaises de viandes de poulet ont repris (+ 19,7 %) tandis que les importations (- 0,7 %) ont montré des signes de ralentissement. Ainsi, le déficit du solde du commerce extérieur s'est légèrement contracté.
- Sur la période janvier-mars 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats d'œufs des ménages sont restés en hausse (+ 3,7 %). Dans un contexte de reprise de la production, les importations d'œufs coquilles et d'ovoproduits ont continué de fléchir. En parallèle, les exportations d'ovoproduits ont nettement repris. Néanmoins, les exportations d'œufs coquilles sont toujours en repli avec une offre française toujours destinée au marché intérieur en réponse à une demande en hausse.

VIANDE PORCINE

- En avril 2024, les abattages de porcs ont poursuivi leur recul (- 1,8 % en volume et - 3,2 % en têtes sur douze mois glissants).
- Les cotations françaises, se sont stabilisées depuis fin mars à environ 2,23 €/kg de carcasse classe S. Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment se tassent ce qui concourt à améliorer la rentabilité des élevages.
- Sur les trois premiers mois 2024, importations et exportations sont en hausse.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) reste en mars sur une évolution négative (- 2,8 % sur douze mois glissants).

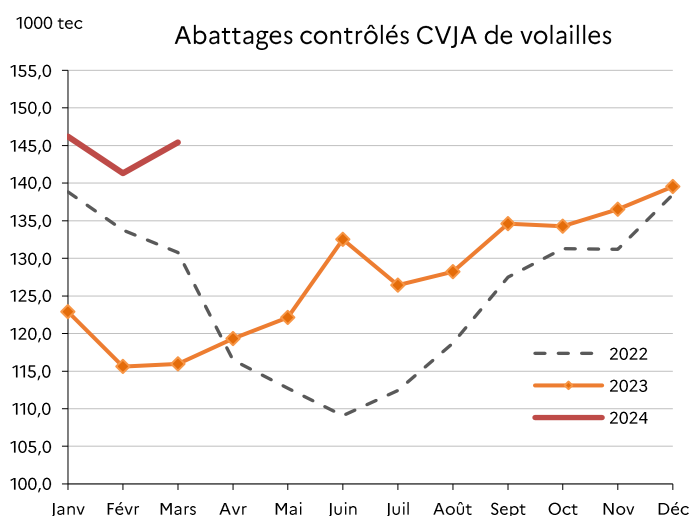
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en février 2024 (+ 8,6 % par rapport à février 2023), avec des hausses plus ou moins prononcées selon les espèces : bovins (+ 9,3 %), poulet (+ 12,2 %), poules (+ 6,9 %), à l'exception des porcins (- 1,1 %).
- En mars 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a reculé de 1,1 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 1,6 %, volailles - 0,9 %).

VOLAILLES DE CHAIR

• En février 2024, les mises en place de volailles ont maintenu leur forte hausse (+ 14,7 % par rapport à février 2023). Les mises en place de canard se sont très fortement redressées (+ 82,4 %) après la chute enregistrée l'an dernier à la suite de l'IAHP. Les mises en place de dindes sont aussi très dynamiques (+ 33,0 %). Enfin les mises en place de poulet ont progressé de 9,6 %.

Au premier trimestre 2024, les abattages de volailles sont en forte croissance (+ 22,1 %). Les abattages ont augmenté pour toutes les espèces. La plus forte croissance a concerné les abattages de canards avec des hausses de 87,7 % pour les canards gras et 84,6 % pour les canards à rôtir. La reprise a aussi concerné les abattages de dindes en augmentation de 20,0 %. Par ailleurs, les abattages de poulets ont maintenu leur forte croissance (+ 17,1 %). Les abattages ont même retrouvé un niveau supérieur à leur niveau moyen 2019-2021 (+ 5,5 %) sous l'effet de la forte croissance des abattages de poulets (+ 13,6 %).



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Sur la période janvier-mars 2024, en volume les exportations françaises de viandes et préparations de poulet sont restées supérieures à leur niveau de l'an dernier (+ 19,7 % soit 14,5 ktec). Vers l'Union européenne les exportations ont augmenté (+ 16,8 % soit 7,1 ktec) avec une hausse particulièrement marquée vers les Pays-Bas (+ 102,8 % soit 6,8 ktec) qui sont en partie le fait de réexpéditions de produits britanniques à faible valeur. Les exportations ont aussi augmenté vers les pays tiers (+ 23,9 % soit 7,4 ktec) aussi bien vers l'Afrique subsaharienne que vers les pays du Proche et Moyen-Orient.

Sur la même période, en volume les importations françaises de viande et préparations de poulet se sont stabilisées (- 0,7 % soit - 1,3 ktec) sous l'effet d'un net repli des volumes importés sur le mois de mars (- 8,6 % soit - 6,2 ktec). Suivant la tendance en cours depuis le début d'année 2024, les importations ont diminué depuis les Pays-Bas (- 18,8 %) et de manière plus modérée depuis la Belgique (- 1,9 %) mais sont restées toujours en augmentation depuis la Pologne (+ 8,5 %). En ce qui concerne les pays tiers, les importations sont toujours en forte croissance depuis le Royaume-Uni, notamment pour des produits à faible valeur (dos, croupions et pointes d'ailes frais). En valeur, les importations françaises de viandes et préparations de poulet ont diminué (- 5,6 %) plus nettement qu'en volume. Ainsi une baisse des prix s'est amorcée sur les produits d'importations après la période d'inflation observée depuis 2022.

Au global, sur le premier trimestre de l'année, le solde des échanges des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 109,6 ktec et de 294,8 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023, à la fois en volume (20,7 ktec) et en valeur (82,9 millions d'euros).

• Au premier trimestre 2024, la consommation par bilan de volaille est toujours très dynamique (+ 11,6 %) en lien avec la croissance continue de la consommation de poulet (+ 7,5 %), mais aussi le retour de la consommation de dinde (+ 13,4 %) et de canard (+ 71,1 %) après les forts replis de l'an dernier. Selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats des ménages de viandes fraîches et élaborés de volailles ont augmenté (+ 6,9 %) alors que les prix moyens ont poursuivi leur repli (- 2,6 %). Les achats ont augmenté pour toutes les espèces avec une consommation toujours dynamique pour le poulet (+ 4,9 %) mais aussi une reprise des achats de dinde (+ 10,4 %) et de canard (+ 88,9 %). Si les achats de découpes de poulet sont en hausse (+ 6,5 %), les achats de poulets entiers PAC sont de nouveau orientés à la baisse (- 1,7 %). Dans les autres catégories de produits volailles, les achats sont en hausse pour les élaborés (hors charcuterie) (+ 6,5 %) tandis que les achats de charcuterie se sont distingués avec une consommation stable.

LAPINS

Au premier trimestre 2024, les **abattages** de lapins ont diminué (- 6,0 %). Malgré le repli du coût des matières premières, la **cotation** nationale du lapin vif se maintient à un niveau élevé. En semaine 19, elle a atteint 2,21 €/kg (- 12 centime/s.19 2023).

Sur la période janvier-mars 2024, la reprise des exportations françaises de viande de lapin s'est confirmée (+ 15,6 %, soit + 131,6 tec) en lien avec une hausse des envois vers l'Union européenne (+ 25,8 % soit 165,0 tec) notamment vers l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas. *A contrario*, les envois vers les pays tiers sont restés en baisse (- 16,6 % soit - 33 tec) sous l'effet notable de la forte réduction des envois vers les États-Unis. Les **importations** françaises de viande de lapin ont poursuivi leur repli (- 34,9 %, soit - 81,1 tec) avec des importations en baisse depuis les principaux fournisseurs européens (Belgique, Pays-Bas et Espagne). Au global, le solde des échanges de viande de lapin est positif avec un excédent de 821,1 tec et de 3,9 millions d'euros. Par rapport à 2024, l'excédent s'améliore de 217,7 tec et de 0,90 million d'euros.

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En février 2024, les mises en place de poulette de pontes sont toujours très dynamiques (+ 12,5 %).

Au premier trimestre 2024, suivant la tendance en cours depuis le second semestre 2023, les exportations françaises d'ovoproduits alimentaires ont rebondi (+ 31,7 % soit + 6,1 ktéoc) avec des échanges dynamiques vers les principaux partenaires européens (Belgique, Espagne, Italie) à l'exception de l'Allemagne. En parallèle les importations d'ovoproduits alimentaire ont diminué (- 10,2 % soit - 2,0 ktéoc).

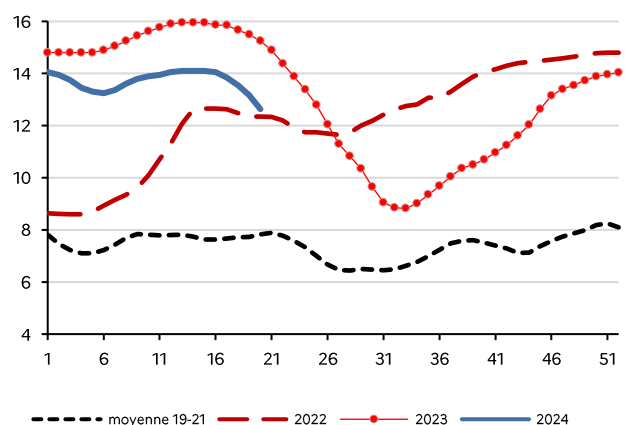
Sur le marché des œufs coquilles, les échanges se sont tassés avec des exportations en baisse (- 1,3 % soit - 51 ktéoc) dans un contexte où l'offre est toujours dirigée pour répondre à la forte demande du marché intérieur français. Les importations d'œufs coquilles ont diminué (- 10,6 % soit - 2,0 ktéoc) tirées à la baisse par la chute des importations polonaises (- 72,3 %) et ce malgré des importations qui sont restées en croissance depuis l'Espagne (+ 35,2 %).

Au global, sur le premier trimestre de l'année, le solde global des échanges d'œufs coquille et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires de la France s'est à nouveau équilibré avec des exportations en hausse et des importations en baisse. Le solde atteint - 0,3 ktéoc en volume et - 3,1 millions d'euros. Il s'améliore ainsi de 12,2 ktéoc et de 29,9 millions d'euros.

Après une période de stabilité, la cotation TNO calibre M a nettement fléchi depuis mi-avril. Le cours se rapproche de son niveau de 2022, mais reste élevé avec un niveau nettement supérieur à la moyenne 2019-2021. En semaine 20, le cours TNO calibre M a atteint 12,63 € / 100 œufs (- 2,62 € / s.20 2023).

Sur la période janvier-mars 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats d'œufs des ménages sont restés en hausse (+ 3,7 %). Les tendances en cours ont perduré avec une croissance des achats portée par les œufs au sol (+ 10,3 %) et plein air hors label rouge (+ 10,4 %). En revanche, les achats sont restés en repli pour les œufs label rouge (- 2,5 %) et biologique (- 8,7 %). Si le prix moyen des œufs est resté stable (- 0,1 %), les œufs plein air hors label rouge ont enregistré des prix en baisse (- 1,0 %).

€/ 100 œufs Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

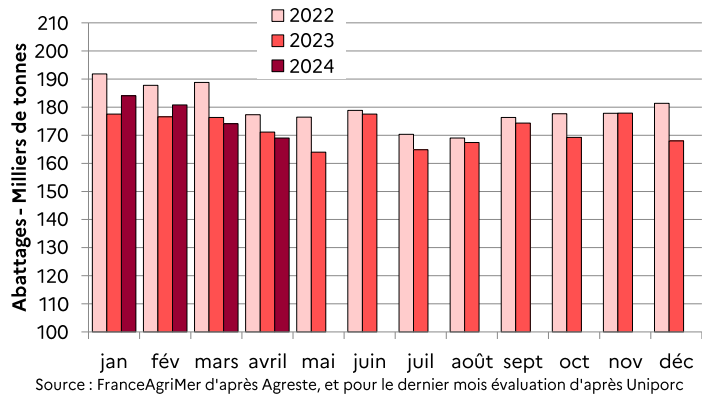
FILIÈRE PORCINE

Abattages

Alors que les mois de janvier et février 2024 avait été caractérisés par des volumes en croissance par rapport aux mêmes mois 2023, mars et avril 2024 sont en reflux. De plus, sur 12 mois glissants, les abattages français marquent par rapport aux 12 mois antérieurs un repli de 1,8% en volume et de 3,2% en têtes. Depuis plus de deux ans, les volumes abattus en France n'ont cessé globalement de s'effriter, suivant en cela la baisse du cheptel porcin français.

L'enquête cheptel de novembre 2023 signale un recul de 2,0% pour les truies et 3,2% pour l'ensemble des porcins. Ces chiffres indiquent certes un ralentissement de la baisse du cheptel français, mais aucun rééquilibrage ne semble encore s'opérer à ce stade.

Au niveau européen en revanche, le cheptel, selon la même enquête, connaît une relative amélioration : + 1,3% pour les truies, - 1,1% pour l'ensemble des porcs, avec des évolutions favorables principalement en Espagne, au Danemark et aux Pays-Bas.



Cotations carcasse classe S

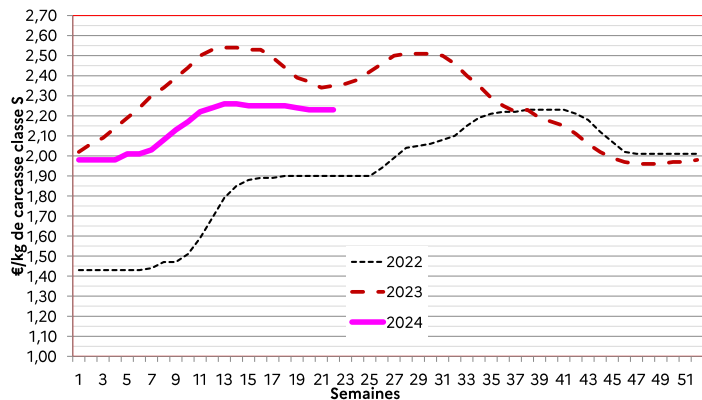
Les cotations françaises, après une progression en février - mars, sont depuis relativement stables (atteignant de l'ordre de 2,23 €/kg de carcasse classe S au 27 mai).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, mais sans atteindre les niveaux record observés en 2023. Sur le marché, l'offre et la demande tendent à s'équilibrer.

La demande intérieure française apparaît encore peu dynamique, même si le ralentissement de l'inflation ainsi qu'une météo plus favorable pourrait influencer à terme positivement sur les achats de viande.

Les principaux prix européens connaissent une évolution similaire, avec une stabilité chez les principaux producteurs: en Allemagne, en Espagne, au Danemark, aux Pays-Bas, les prix de base restent stables.

Si la production en UE tarde à se relever, l'export, en particulier vers l'Asie, recule du fait de la forte concurrence des États-Unis et du Brésil. Des volumes plus importants sont ainsi disponibles pour le marché européen.



Échanges

Sur les trois premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les exportations en volume de la France ont été en progression (+ 2%, + 2 kt). En hausse vers l'UE (+ 1%, + 1 kt), elles ont progressé sur l'Italie, principale destination (+ 13%, + 2 kt), ainsi que vers les pays tiers (+ 1%, + 1 kt), mais sont en recul vers la Chine (- 25%, - 4 kt). Les exports vers la Chine restent réduits, compte tenu de la production locale importante et de la forte concurrence des États-Unis et du Brésil.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les importations de la

France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 4 %, + 3 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 20 %, + 1 kt).

Au total, le solde est positif en volume (+ 32 Kt), en léger recul par rapport à 2023 (- 3 %).

Consommation

La consommation totale de porc en volume (calculée par bilan), en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) connaît une situation un peu moins dégradée au premier trimestre 2024 (- 3,2 % en mars sur douze mois glissants), en lien sans doute avec la décélération des prix au détail.

Les prix au détail fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en mars 2024, font apparaître un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 6,1 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 4,8 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit + 7,4 % en mars contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 8,2 % contre + 9,6 %).

Cependant, selon les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en mars 2024, ce recul de l'inflation n'a pas eu à ce stade d'effet sur les volumes achetés par les ménages pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 6,7 % pour la viande de porc hors élaborés, - 5,3 % pour les saucisses fraîches, - 3,7 % pour le jambon. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 2,3 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Pour les FAB, en raison d'une meilleure compétitivité prix liée à des perspectives de récolte prévues par le Conseil international des céréales à 1,22 Mdt en 2024 (un second record historique), les utilisations de maïs en alimentation animale pourraient sensiblement progresser dans les mois à venir, au détriment du blé tendre. En effet, pour les céréales à paille, les conditions climatiques actuelles en Europe et en mer Noire et de moindres semis en céréales d'hiver ajoutent une forte incertitude aux prévisions de récolte, ce qui alimente depuis plusieurs semaines une nette hausse des cours des principales origines. Ceci alors que la demande totale en consommation animale des trois principales céréales (blé, maïs, orge) devrait, selon Stratégie Grains, augmenter de 2,1 % sur la prochaine campagne.

Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en février 2024 (+ 8,6 % par rapport à février 2023), avec des hausses plus ou moins prononcées selon les espèces : bovins (+ 9,3 %), poulet (+ 12,2 %), poudeuses (+ 6,9 %), à l'exception des porcins (- 1,1 %).

En mars 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a reculé de 1,1 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 1,6 %, volailles - 0,9 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP poursuit son reflux en mars à 322 €/t, à un niveau qui reste élevé. L'indice coût matières premières Itavi d'avril 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 1,1 % pour les poules poudeuses et de 0,8 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

FranceAgriMer
@FranceAgriMerFR